



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 02/04/2024

Reçu en préfecture le 02/04/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20240326-2024_12-DE



DÉLIBÉRATION

2024/12

RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 26 Mars 2024 à 15 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L 714-4 à L 714-13 ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié, relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 2022 modifié, pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des **ingénieurs des travaux publics** de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1^{er} groupe et du 2^{ème} groupe des dispositions du décret 2014- 513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 modifié, pris pour l'application au corps des **médecins inspecteurs de santé publique** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 modifié, pris pour l'application au corps **des assistants de service social** des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 modifié, pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 aux corps **des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques** ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps **des techniciens supérieurs du développement durable** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d'Etat** du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 modifié, pris pour l'application aux corps d'**adjoints techniques des administrations de l'Etat** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 modifié, pris pour l'application au corps des **adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints administratifs des administrations** de l'Etat du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2022 pris pour l'application au corps **des psychologues** du ministère de la justice du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu la délibération n°2023/69, en date du 19 décembre 2023, d'actualisation du RIFSEEP (IFSE et CIA) ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion en date du 20 février 2024 ;

Considérant que le RIFSEEP est composé de deux parts : l'Indemnité de **Fonctions**, de **Sujétions** et d'**Expertise (IFSE)** et le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** ;

▪ Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions.

Les fonctions occupées par les agents d'un même cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

- Le CIA tient compte de l’engagement professionnel et de la manière de servir des agents. Le CIA fait l'objet d'un versement annuel, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Suite à la création de nouveaux emplois et à la suppression de postes vacants, Monsieur le Président invite le Conseil d’Administration à actualiser les tableaux de groupe de fonction et propose de :

- ✕ **METTRE EN PLACE** l’IFSE selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d’Etat aux :
 - Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
 - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
 Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.
- ✕ **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

➤ **Catégorie A :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d’emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général des Services (DGS)	63 000,00€
Groupe 2		57 200,00€
Groupe 3		51 200,00€
Groupe 4		45 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d’emploi des attachés territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général Adjoint (DGA)	36 210,00€
Groupe 2	- Responsable du pôle juridique et statutaire - Responsable du service ressources humaines - Responsable du conseil juridique et statutaire - Responsable du pôle santé - Responsable des carrières et instances paritaires - Responsable des finances	32 130,00€
Groupe 3	- Responsable des marchés publics - Conseiller statutaire - Conseiller en évolution professionnelle	25 500,00€
Groupe 4		20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d’emploi des ingénieurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		46 920,00€
Groupe 2	- Responsable du service UNI	40 290,00€
Groupe 3	- Délégué à la protection des données	36 000,00€
Groupe 4		31 450,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **médecins territoriaux**

Groupe	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Médecin du travail	43 180,00€
Groupe 2		38 250,00€
Groupe 3		29 495,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **infirmiers territoriaux en soins généraux**

Groupe	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		19 480,00€
Groupe 2	- Infirmier en santé au travail	15 300,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **psychologues territoriaux**

Groupe	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		25 500,00€
Groupe 2	- Psychologue du travail	20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **attachés territoriaux de conservation du patrimoine**

Groupe	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		29 750,00€
Groupe 2	- Archiviste itinérante et numérique	27 200,00€

➤ **Catégorie B :**Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **techniciens territoriaux**

Groupe	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Responsable du système d'information - Responsable du service technique	19 660,00€
Groupe 2	- Responsable du service reprographie	18 580,00€
Groupe 3	- Technicien numérique - Préventeur/ACFI	17 500,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **rédacteurs territoriaux**

Groupe	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Responsable du service accueil et communication - Responsable de la promotion de l'emploi public - Responsable du service concours - Responsable du service retraites - Responsable du service archives - Responsable du service de remplacement - Cheffe du projet et pilotage du Projet d'Administration	17 480,00€
Groupe 2	- Chargé de communication - Responsable de la paie - Responsable d'arrondissements - Référente RSU et statistiques - Responsable adjointe du service ressources humaines internes - Responsable adjoint du service concours	16 015,00€

	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable adjointe du service gestion des carrières - Responsable du service paie à façon - Préventeur/ACFI 	
Groupe 3	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable des recettes - Gestionnaire marchés publics - Chargé de la comptabilité concours - Chargé des procédures concours - technicien numérique - chargé de mission @ctes et mairie connectée - Gestionnaire retraites et référente MPO - Gestionnaire des instances paritaires et droits syndicaux - Secrétaire de direction et du conseil de discipline - Conseiller en évolution professionnelle 	14 650,00€

➤ **Catégorie C :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Préventeur/ACFI - Technicien informatique - Webmaster 	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable de l'entretien des locaux 	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Préventeur /ACFI 	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Agent technique polyvalent - Agent d'entretien des locaux 	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Gestionnaire archives 	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable du service paie à façon - Gestionnaire paie - Gestionnaire bourse de l'emploi (collectivités) - Préventeur/référent handicap - Gestionnaire retraites - Gestionnaire paie à façon - Gestionnaire des assurances statutaires et PSC - Référente concours 	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Agent du service de remplacement - Secrétaire UNI et chargée d'accueil - Gestionnaire bourse de l'emploi (candidats) - Gestionnaire du développement de l'emploi - Gestionnaire concours - Chargée des cotisations - Chargée d'accueil - Gestionnaire des instances médicales 	10 800,00€

		Envoyé en préfecture le 02/04/2024
		Reçu en préfecture le 02/04/2024
		Publié le
		ID : 062-286200027-20240326-2024_12-DE
	<ul style="list-style-type: none"> - Gestionnaire carrières - Secrétaire de direction - Gestionnaire comptabilité - Secrétaire chargée de la coordination des antennes médicales - Secrétaire médicale - Gestionnaire mobilité/reclassement - Assistante Ressources Humaines internes - Chargé de la numérisation des archives - Agent de gestion administrative - Factotum - Gestionnaire archives 	

- × **PRECISER** que le réexamen du montant de l'IFSE se fera selon les modalités suivantes :
 1. En cas de changement de fonctions ;
 2. Au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
 3. En cas de changement de cadre d'emplois à la suite d'une promotion

× **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE seront les suivantes :
 Hors dispositions portant sur l'application de la journée de carence, en cas de congé de maladie ordinaire, les agents bénéficient du maintien de l'IFSE pendant une durée de 3 jours sur toute l'année civile.
 Au-delà, un abattement de 1/30^{ème} de l'IFSE par journée d'absence sera effectué.

Conformément à la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais, en date du 21 novembre 2018, sur les avantages collectivement acquis, la prime annuelle versée en deux fois (2/3 en juin et 1/3 en novembre) n'a pu être maintenue qu'en incluant son montant dans la part d'IFSE du RIFSEEP.

*L'ancienne prime annuelle ne subissait aucun dégrèvement. Une prime « plancher » de 110€ par mois sera donc garantie aux agents.
 Afin de garantir une égalité entre les fonctionnaires et les contractuels, notamment en raison de la différence de charges prélevées, la prime « plancher » garantie aux agents contractuels sera de 115,83 € brut par mois.*

L'abattement de 1/30^{ème} ne s'appliquera pas à la prime « plancher ».

En cas de maladie ordinaire, cette prime « plancher » suivra tout de même le sort du traitement conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010.

- Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, les congés pour paternité, les congés d'accueil de l'enfant pour adoption ou en cas d'hospitalisation de l'agent, le Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service (CITIS), pour accident de service, pour maladie professionnelle ou le congé pour invalidité temporaire imputable au service provisoire l'IFSE sera maintenue intégralement
- Pour le fonctionnaire placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, l'IFSE qui lui a été versé durant son congé de maladie lui demeure acquise ;
- En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement de l'IFSE est suspendu ;
- En cas de service à temps partiel thérapeutique (TPT), le montant de l'IFSE sera intégralement maintenu à la suite d'un congé longue maladie, longue durée ou grave maladie, d'un CITIS.
 Dans les autres situations de service à TPT, le montant de l'IFSE sera maintenu proportionnellement à la quotité de travail effectuée.

× **MENSUALISER** le versement de l'IFSE ;

× **PRORATISER** le montant de l'IFSE en fonction du temps de travail ;

× **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ;

- × **PRECISER** que les dispositions relatives à la mise en œuvre du 1^{er} avril 2024;
- × **PRECISER** que l'attribution de l'IFSE fera l'objet d'arrêtés individuels ;
- × **PRECISER** que l'IFSE est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, mais est en revanche cumulable avec :
 - L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (ex : frais de déplacement) ;
 - Les dispositifs d'intéressement collectif ;
 - Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...) ;
 - Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...) ;
 - La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (PRD) ;
- × **PRECISER** que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012 ;

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration à :

- × **METTRE EN PLACE** le Complément Indemnitaire Annuel (**CIA**) aux :
 - Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
 - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.

- × **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

➤ **Catégorie A :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général des Services (DGS)	15 750,00€
Groupe 2		14 300,00€
Groupe 3		12 800,00€
Groupe 4		11 350,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général Adjoint (DGA)	6 390,00€
Groupe 2	- Responsable du pôle juridique et statutaire - Responsable du service ressources humaines - Responsable du conseil juridique et statutaire - Responsable du pôle santé - Responsable des carrières et instances paritaires - Responsable des finances	5 670,00€
Groupe 3	- Responsable des marchés publics - Conseiller statutaire - Conseiller en évolution professionnelle	4 500,00€
Groupe 4		3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		8 280,00€
Groupe 2	- Responsable du service UNI	7 110,00€

Groupe 3	- Délégué à la protection des données
Groupe 4	

5 550,00€
5 550,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Médecin du travail	7 620,00€
Groupe 2		6 750,00€
Groupe 3		5 205,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		3 440,00€
Groupe 2	- Infirmier en santé au travail	2 700,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des psychologues territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		4 500,00€
Groupe 2	- Psychologue du travail	3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Attachés territoriaux de conservation du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		5 250,00€
Groupe 2	- Archiviste itinérante et numérique	4 800,00€

➤ **Catégorie B :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des techniciens territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Responsable du système d'information - Responsable du service technique	2 680,00€
Groupe 2	- Responsable de la reprographie	2 535,00€
Groupe 3	- technicien numérique - Préventeur/ACFI	2 385,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Responsable du service accueil et communication - Responsable de la promotion de l'emploi public - Responsable du service concours - Responsable du service retraites - Responsable du service archives - Responsable du service de remplacement - Cheffe du projet et pilotage du Projet d'Administration	2 380,00€
Groupe 2	- Chargé de communication - Responsable de la paie - Responsable d'arrondissements	2 185,00€

	<ul style="list-style-type: none"> - Référente RSU et statistiques - Responsable adjointe du service ressources humaines internes - Responsable adjoint du service concours - Responsable adjointe du service gestion des carrières - Responsable du service paie à façon - Préventeur/ACFI 	
Groupe 3	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable des recettes - Gestionnaire marchés publics - Chargé de la comptabilité concours - Chargé des procédures concours - technicien numérique - chargé de mission @ctes et mairie connectée - Gestionnaire retraites et référente MPO - Gestionnaire des instances paritaires et droits syndicaux - Secrétaire de direction et du conseil de discipline - Conseiller en évolution professionnelle 	1 995,00€


Catégorie C :

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Préventeur/ACFI - Technicien informatique - Webmaster 	1 260,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable de l'entretien des locaux 	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Préventeur/ACFI 	1 260,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Agent technique polyvalent - Agent d'entretien des locaux 	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		1 260,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Gestionnaire archives 	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable du service paie à façon - Gestionnaire paie - Gestionnaire bourse de l'emploi collectivités - Gestionnaire retraites - Préventeur/référent handicap - Gestionnaire paie à façon - Référente concours - Gestionnaires des assurances statutaires et PSC- 	1 260,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Agent du service de remplacement - Secrétaire UNI et chargée d'accueil - Gestionnaire bourse de l'emploi (candidats) - Gestionnaire du développement de l'emploi 	1 200,00€

	<ul style="list-style-type: none">- Gestionnaire concours- Chargée des cotisations- Chargé d'accueil- Gestionnaire des instances médicales- Gestionnaire carrières- Secrétaire de direction- Gestionnaire comptabilité- Secrétaire chargée de la coordination des antennes médicales- Secrétaire médicale- Gestionnaire mobilité/reclassement- Assistant Ressources Humaines internes- Chargé de la numérisation des archives- Agent de gestion administrative- Factotum- Gestionnaire des archives	Envoyé en préfecture le 02/04/2024	
		Reçu en préfecture le 02/04/2024	
		Publié le	
		ID : 062-286200027-20240326-2024_12-DE	

- × **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression du CIA seront appliquées conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 ;
- × **AUTORISER** l'annualisation du CIA ;
- × **PRECISER** que le CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre ;
- × **PRECISER** que le montant du CIA sera proratisé en fonction du temps de travail ;
- × **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ;
- × **PRECISER** que les dispositions relatives à la mise en œuvre du CIA prendront effet au 1^{er} avril 2024 ;
- × **PRECISER** que l'attribution du CIA fera l'objet d'arrêtés individuels ;
- × **PRECISER** que le CIA est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature ;
- × **PRECISER** que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ★ **DECIDE** d'instituer l'**I**ndemnité de **F**onctions, de **S**ujétions et d'**E**xpertise (**IFSE**) et le **C**omplément **I**ndemnitaire **A**nnuel (**CIA**) selon les modalités présentées ci-avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 26 mars 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY